

purge de ses espions allemands et de leurs complices, c'est bien le vœu le plus ardent que tous ceux qui l'aiment puissent, dès l'abord, former pour elle!

—Pendant que la Cour martiale, en revision, a rejeté l'appel de Cottin, l'assaillant de Clémenceau, la même Cour a acquitté Raoul Villain, le meurtrier du chef socialiste Jean Jaurès, assassiné à la veille de la guerre. Tuer est toujours un crime, et n'est jamais permis entre particuliers... Mais les socialistes qui ont failli livrer la France à l'ennemi s'apercevront-ils de l'indignation qui les pourchasse du sein de la France victorieuse?

—M. Alexandre Millerand est nommé gouverneur de l'Alsace-Lorraine. Beaucoup moins bonne, et même franchement mauvaise, a été la nomination par le Sénat, un mois à peine après l'armistice, du chef franc-maçon Debierre à la tête de la sous-commission des cultes dans les provinces libérées. On se demande, non sans angoisse, si le gouvernement français se décidera enfin à reconnaître et à respecter entièrement les droits religieux des Alsaciens-Lorrains...

## ALLEMAGNE

—La grève, accompagnée de troubles, se reprend à sévir à Berlin et dans plusieurs autres villes. Les délégués des mineurs d'Essen ont déclaré la grève générale, par un vote de 467 à 8, au nom du personnel de 195 mines. Ils ont réclamé la journée de six heures, une augmentation de salaires d'un quart, l'élargissement des prisonniers politiques, et acclamé les bolchéviks russes et hongrois. Un congrès des soviets est convoqué à Berlin pour cette semaine.

—Autre côté de la médaille: la Diète prussienne a voté à l'unanimité une résolution contre l'abandon par l'Allemagne d'aucune fraction de territoire sur le Rhin, et spécialement dans le bassin de la Sarre. Et sous l'impulsion du comte Brockdorff-Rantzau, les assemblées de protestations se multiplient à travers le pays...

—Nomination du contre-amiral Adolf von Trotha au poste de chef de l'Amirauté.

—La Suisse, la première, a reconnu officiellement le nouveau gouvernement Ebert.

## AILLEURS

—Dépêches absolument confuses au sujet de la Hongrie. Le certain, cependant, c'est que, prétextant l'action des Alliés au sujet de la frontière roumano-hongroise, Karolyi a abandonné le pouvoir au prolétariat, et la présidence à un ancien ouvrier, Alexandre Gerbai. Tout de suite, le soviet hongrois a fait alliance avec Lénine et les bolchéviks russes,—entraînant ainsi virtuellement l'état de guerre avec les Alliés,—et a nommé, pour sceller cette alliance, Bela Kun, ancien aide-de-camp de Trotzky, ministre des Affaires

étrangères hongrois. On a établi un gouvernement à principes communistes. Les révolutionnaires hongrois ont menacé les missions alliées, maintenant rendues à Belgrade, où les a rejointes le colonel Vix, chef de la mission française, emprisonné à Budapest pendant cinq jours. Karolyi lui-même est fortement soupçonné d'avoir comploté le coup d'Etat hongrois, de complicité avec l'Allemagne, à laquelle on se serait, par ailleurs, adressé pour qu'elle envoie des officiers réorganiser à l'allemande l'armée hongroise. Il est aussi annoncé que le soviet de Budapest a arrêté le docteur Wekerlé, ancien premier ministre, et qu'il a, selon une coutume bien révolutionnaire, institué le mariage civil et décrété la séparation de l'Eglise et de l'Etat! Tant de maux n'étaient pas assez: car il y a aussi à l'œuvre, au milieu de toute cette anarchie, le fameux principe des nationalités, qui met aux prises l'une contre l'autre les nations hongroise, roumaine et tchéco-Slovaque...

## JUGEMENTS SUR M. WILSON

### LE RETOUR DU PRESIDENT WILSON

M. Wilson revient prendre part à la Conférence en laissant aux Etats-Unis une forte opposition à ses idées. La politique intérieure américaine nous touche dans la mesure où elle affecte la question de la paix et la Société des Nations. Mais là, elle nous touche gravement. Il importe de bien savoir où nous en sommes au moment où nous approchons de la péripétie.

Entre le président Wilson et un groupe important du Sénat, le différend porte sur deux conceptions contraires où la France se trouve intéressée, au premier chef. Démocrates et républicains nous aiment, mais chaque parti nous aime à sa manière. Pour le président Wilson, il s'agit de faire en Europe autant de justice que possible et de placer l'ordre nouveau sous l'égide et la responsabilité de la Société des Nations. Au nom de l'intérêt national et des traditions américaines, les républicains repoussent un système qui, selon eux, engagerait beaucoup trop et beaucoup trop loin les Etats-Unis. Le correspondant du *Times* à Washington exprime très bien la pensée de ces opposants. Les républicains, dit-il, reprochent au projet de Société des Nations d'obliger les Etats-Unis à donner beaucoup plus qu'ils ne recevraient. (*The Covenant would cause the United States to give much more than she would get.*) Au fond, cette question de doit et avoir est toute la question. Nous avons toujours dit qu'il y aurait, dans la Société des Nations, des gagnants et des perdants. C'est pourquoi chacun y